

ARRETE 2025-013

COMMUNE
DE MARENNES

REPUBLIQUE FRANCAISE
PERMIS DE DEMOLIR

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
<i>Déposée le 27/01/2025</i> <i>Date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie le 04/02/2025</i>		N° : PD 069.281.25.00001
<i>Par :</i>	MONSIEUR MARMONIER GUY	
<i>Demeurant à :</i>	67 IMPASSE DE CHAVEYRIEUX 69970 MARENNES	
<i>Pour :</i>	Démolition d'un poulailler.	
<i>Sur un terrain sis :</i>	49 IMPASSE DE CHAVEYRIEUX - PARCELLE C 2546	

Le Maire de MARENNES :

- VU la demande de permis de démolir susvisée ;
- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.424-9 ; R.452-1 ; R.421-26 et suivants ; R 451-1 et suivants ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de MARENNES ;
- VU la délibération du conseil municipal du 13 AVRIL 2021 instaurant le permis de démolir sur son territoire ;
- VU la zone Uc du PLU et son règlement ;

ARRETE

Article 1 : Le présent permis de démolir est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée ;

Article 2 : Le bénéficiaire du présent permis prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant les travaux de démolition. L'occupation éventuelle du domaine public, à l'occasion des travaux, devra faire l'objet d'une permission de voirie à solliciter et à obtenir auprès de la Mairie avant le début des travaux.

Article 3 : En application de l'article R.452-1 du Code de l'Urbanisme, le pétitionnaire ne peut entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de sa notification du présent arrêté.

Fait à MARENNES le 26/02/2025

Le Maire,



Timotéo ABELLAN

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.
 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification, éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://telerecours.fr) (<http://telerecours.fr/>)
 - **Durée de validité du permis de construire :** Conformément au décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, la présente autorisation a une durée de validité de 3 ans. Ainsi, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.
 - Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
 - **Attention, l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :** dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - **L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.
 - **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :** il doit souscrire l'assurance dommage ouvrages prévue par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.
-